

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Boucherville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire



Date

5/6/2026

1.1

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	43
Analyse des charges	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Boucherville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Boucherville (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Boucherville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Boucherville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n°A128132

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Brossard, le 5 juin 2026

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	122 664 000	122 853 933	117 917 957
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 748 900	1 666 796	1 766 816
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 633 852	17 052 984	13 577 831
Services rendus	5	5 319 578	5 149 040	5 073 096
Imposition de droits	6	9 929 360	11 740 211	13 896 286
Amendes et pénalités	7	1 075 250	837 452	865 857
Revenus de placements de portefeuille	8	406 000	383 630	190 554
Autres revenus d'intérêts	9	120 000	90 558	325 799
Autres revenus	10	170 000	2 253 578	10 208 770
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	147 066 940	162 028 182	163 822 966
Charges				
Administration générale	14	19 840 726	16 422 489	21 809 356
Sécurité publique	15	31 959 349	27 045 602	23 313 196
Transport	16	31 501 674	38 612 136	35 859 287
Hygiène du milieu	17	23 700 151	24 877 142	22 513 863
Santé et bien-être	18	648 305	529 559	543 608
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 220 975	5 075 718	7 078 858
Loisirs et culture	20	38 008 924	35 457 153	35 362 247
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	11 136 345	10 800 207	5 334 724
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	162 016 449	158 820 006	151 815 139
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(14 949 509)	3 208 176	12 007 827
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		318 054 898	306 047 071
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		318 054 898	306 047 071
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		321 263 074	318 054 898

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 723 648	983 923
Débiteurs (note 5)	2	43 955 115	45 895 045
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	245 813	362 824
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	46 924 576	47 241 792
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	25 000 000	20 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	23 689 605	25 734 076
Revenus reportés (note 11)	12	714 630	977 738
Dette à long terme (note 12)	13	141 603 579	125 991 883
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	8 786 600	8 119 800
Autres passifs (note 14)	15	901 668	944 101
	16	200 696 082	181 767 598
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(153 771 506)	(134 525 806)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	474 201 822	451 704 992
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	455 786	470 231
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	376 972	405 481
	23	475 034 580	452 580 704
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	321 263 074	318 054 898
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	321 263 074	318 054 898
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	321 263 074	318 054 898
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(14 949 509)	3 208 176	12 007 827
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	45 957 783)(	42 134 801)
Produit de cession	3		184 996	5 856 392
Amortissement	4		23 395 735	22 507 595
(Gain) perte sur cession	5		(127 004)	(5 808 654)
Réduction de valeur / Reclassement	6		7 226	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(22 496 830)	(19 579 468)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		14 445	21 289
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		28 509	39 723
	13		42 954	61 012
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(14 949 509)	(19 245 700)	(7 510 629)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(134 525 806)	(127 015 177)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(134 525 806)	(127 015 177)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(153 771 506)	(134 525 806)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 208 176	12 007 827
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	23 395 735	22 507 595
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations	4.1	(127 004)	(5 808 654)
▪ Réduction de valeur de placement	4.2	67 506	49 494
▪ Redressement de valeur immobilisations	4.3	7 226	
	5	26 551 639	28 756 262
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 939 930	(8 393 210)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(5 332 548)	(1 349 036)
Revenus reportés	9	(263 108)	649 088
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	666 800	(76 900)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	14 445	21 289
Autres actifs non financiers	13	28 509	39 723
	14	23 605 667	19 647 216
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	42 712 139)(	42 134 801)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	184 996	5 856 392
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(42 527 143)	(36 278 409)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	)	( 95 535)
Remboursement ou cession	21	49 505	102 032
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 ())
Cession	23		
	24	49 505	6 497
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	43 318 000	41 642 000
Remboursement de la dette à long terme	26 (	27 483 000)(	22 204 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27	5 000 000	(1 773 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(223 304)	(397 295)
Autres			
▪	29.1		
	30	20 611 696	17 267 705
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 739 725	643 009
Solde déjà établi	32	983 923	340 914
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	983 923	340 914
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	2 723 648	983 923

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Boucherville (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c.E-20.001) ainsi que du décret numéro 1214-2005 concernant l'Agglomération de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville de Boucherville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les passifs aux titres des sites contaminés et les contestations d'évaluation.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, pour lesquelles il existe une norme environnementale et que la contamination dépasse celle-ci, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Provision de contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Le revenu reporté - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stock de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au coût selon la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	30 à 40 ans
Véhicules	10 à 15 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 à 20 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à la valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur le immobilisation est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut-être considérée ultérieurement.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Le gain ou la perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participe la municipalité est comptabilisé comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales:

-Subvention PIQM (volet 1.4) à recevoir en contrepartie du service de la dette de la quote-part annuelle de l'Agglomération de Longueuil.

Un montant initial de 1 497 992 \$ est amorti en fonction des versements de l'aide financière prévus jusqu'en 2037 dans le cadre d'un accord relais étant donné que les dépenses d'investissement ont été réalisées par l'Agglomération de Longueuil.

-Obligations liées à la mise hors service des immobilisations ; \$501,668 (\$544 101 au 31 décembre 2024) actualisé annuellement et amorti sur la durée de vie des immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, contrairement aux exigences des Normes comptables canadiennes pour le secteur public qui préconisent l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des frais d'émission des emprunts à long terme selon la méthode du taux d'intérêt effectif n'aurait pas d'incidence significative sur les résultats des activités ou sur la situation financière de la Ville.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

Excédent de fonctionnement

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds de roulement sert principalement au financement de dépenses en immobilisations. Le terme de remboursement de ces emprunts ne peut excéder 10 ans. L'utilisation du fonds de roulement est conditionnée par la politique de capitalisation qui définit ce qu'est une dépense en immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le fonds réservé - Assurance a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds servira également à indemniser des tiers pour tout dommage subi et relié à la responsabilité de la Ville.

Le fonds réservé - Élections a été constitué afin de pourvoir aux dépenses électorales tel que requis lors du processus électoral municipal.

Soldes disponibles de règlements fermés - Soldes excédentaires à des financements par emprunt de règlement d'emprunt qui sont versés annuellement lors de la fermeture des règlements d'emprunts. Ils doivent être réservés et utilisés selon les règles définies à l'article 8 de la *Loi sur les dettes et emprunts municipaux*: le rachat par anticipation des obligations émises, le paiement des échéances annuelles de capital et d'intérêts. Si l'emprunt est entièrement remboursé, les sommes excédentaires sont versées au fonds général de la Ville.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 723 648	983 923
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 723 648	983 923
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 723 648	983 923
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	7		
	8	18 318 000	13 642 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	7 202 102	9 289 539
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	26 771 751	31 674 753
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	9 138 602	4 256 031
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Cour Municipale	14.1	111 009	195 865
▪ Autres	14.2	731 651	478 857
	15	43 955 115	45 895 045
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	17 312 213	18 587 369
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	17 312 213	18 587 369
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	531 952	523 541
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	17 048 151	14 296 310
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	1 759 450	1 878 722
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	3 333	3 333
Ministère de la Culture et des Communications	26	1 140 122	1 560 053
Autres ministères/organismes	27	6 820 695	13 936 335
	28	26 771 751	31 674 753

Note**6. Prêts**

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	245 813	362 824
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	245 813	362 824
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'une couverture de crédit bancaire d'opérations de 5 000 000 \$ (5 000 000 \$ en 2024) portant intérêt au taux de base de 4.45 % au 31 décembre 2025 (5.45% au 31 décembre 2024). La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit immobilisation de 28 000 000 \$ (28 000 000 \$ en 2024) portant intérêt au taux de base diminué de 0.50 % (3.95% au 31 décembre 2025).

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	10 936 860	15 288 912
Salaires et avantages sociaux	45	2 686 873	2 820 178
Dépôts et retenues de garantie	46	6 158 953	3 744 796
Provision pour contestations d'évaluation	47	286 070	
Autres			
▪ Min.Revenu du Québec	48.1	62 789	227 070
▪ Agence Revenu Canada	48.2	28 327	33 647
▪ Municipalités	48.3	255 000	921 489
▪ Intérêt dette long terme	48.4	2 464 669	1 948 998
▪ Alloc._départ-transition_Élus	48.5	810 064	748 986
	49	23 689 605	25 734 076

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Subventions reportées	55.1	225 901	322 650
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	488 729	495 579
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Baux divers	62.1		159 509
	63	714 630	977 738

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	4,65	2026	2035	64	143 296 000	127 461 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	143 296 000	127 461 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(1 692 421)	(1 469 117)
					72	141 603 579	125 991 883

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73	22 369 000			22 369 000
2027	74	21 798 000			21 798 000
2028	75	16 305 000			16 305 000
2029	76	17 679 000			17 679 000
2030	77	14 338 000			14 338 000
2031 et plus	78	50 807 000			50 807 000
	79	143 296 000			143 296 000
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	143 296 000			143 296 000

Note**13. Avantages sociaux futurs**

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (1 960 700)	(1 614 700)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (6 825 900)	(6 505 100)
	84 (8 786 600)	(8 119 800)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 1 124 700	1 156 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 420 800	309 100
Régimes à cotisations déterminées	87 906 702	878 517
Autres régimes (REER et autres)	88 8 643	10 828
Régimes de retraite des élus municipaux	89 83 885	79 785
	90 2 544 730	2 434 430

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	400 000	400 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	501 668	544 101
Autres			
▪	93.1		
	94	901 668	944 101
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	544 101	506 540
Passifs engagés	96		20 261
Passifs réglés	97 ())
Charge de désactualisation ¹	98	(42 433)	17 300
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	501 668	544 101

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	63 847 403	2 517 717		66 365 120
Eaux usées	102	148 931 457	3 848 008		152 779 465
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	254 737 007	9 442 897	9	264 179 895
Autres					
▪ diverses infrastructures	104.1	106 552 026	4 502 303		111 054 329
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	97 461 675	675 710	(234 912)	98 372 297
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	7 675 043	1 435 684	829 938	8 280 789
Ameublement et équipement de bureau	109	4 501 389	128 432		4 629 821
Machinerie, outillage et équipement divers	110	10 769 927	623 151	275 335	11 117 743
Terrains	111	62 072 917	19 443		62 092 360
Autres	112				
	113	756 548 844	23 193 345	870 370	778 871 819
Immobilisations en cours	114	11 925 558	22 764 438		34 689 996
	115	768 474 402	45 957 783	870 370	813 561 815
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	30 781 156	1 546 852		32 328 008
Eaux usées	117	75 089 224	3 641 456		78 730 680
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	119 404 576	10 595 502	30 234	129 969 844
Autres					
▪ diverses infrastructures	119.1	54 222 241	3 528 693	(30 234)	57 781 168
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	24 780 437	2 668 768	7 546	27 441 659
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	3 183 374	686 241	777 879	3 091 736
Ameublement et équipement de bureau	124	3 745 101	225 707		3 970 808
Machinerie, outillage et équipement divers	125	5 563 301	502 516	19 727	6 046 090
Autres	126				
	127	316 769 410	23 395 735	805 152	339 359 993
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	451 704 992			474 201 822
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2025	2024
Frais payés d'avance		
▪ Licences Microsoft et autres	143.1	376 972
Autres		
▪	144.1	
	145	376 972
		405 481

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par divers contrats jusqu'en 2031, à verser une somme totale de 75.1 M\$.

Ces contrats concernent, en autres, la collecte et le transport des matières résiduelles et recyclables, le déneigement des rues, l'entretien ménager des bâtiments, la location de véhicules et d'équipement, de locaux d'entreposage, la fourniture d'asphalte routier, l'entretien et la réparation de lampadaires de rues, les services animaliers, l'achat de sel, les contrats avec des organismes locaux, etc. Ces montants incluent l'entente signée en 2024 en lien avec l'engagement de la Ville d'acquiescer de la Société en commandite Le Terroir de Boucherville des lots au plus tard en février 2026, le prix d'achat sera majoré de 5 % en fonction du moment où l'acquisition aura lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Pour pourvoir à ces engagements, les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2026 :	38.0 M\$
2027 :	11.8 M\$
2028 :	10.2M\$
2029 :	9.2 M\$
2030 :	5.1 M\$
2031 :	0.8 M\$

20. Droits contractuels

La Ville recevra divers droits contractuels jusqu'en 2035 pour une somme totale minimum de 12 269 585\$.

Ces droits contractuels concernent différents baux et entente de redevance intervenus entre la Ville et des locataires en lien avec des espaces locatifs commerciaux, des tours de téléphonie, des terres agricoles ainsi que des panneaux d'affichage.

Les droits contractuels minimums à recevoir au cours des prochains exercices sont les suivants :

2026 :	1 307 190 \$
2027 :	1 302 854 \$
2028 :	1 312 519 \$
2029 :	1 294 504 \$
2030 :	1 309 641\$
2031-2036 :	5 742 877 \$

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Services animaliers	148.1	399 754	420 313
	149	399 754	420 313
	150	399 754	420 313

La Ville de Boucherville et d'autres villes fondatrices ont une entente avec Proanima.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les villes fondatrices se sont engagées à pourvoir au remboursement de la dette à long terme pour une durée de 52 mois. Au 31 décembre 2025, le montant devant être assumé par la Ville est de 399 754 \$.

Les villes fondatrices ont aussi une option d'achat prioritaire de l'immeuble en cas de défaut de Services animaliers de la Rive-Sud. Le prix d'achat de l'immeuble correspondra au solde de l'hypothèque réparti au prorata de la population des villes fondatrices.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Taxation sur les surfaces minéralisées – immeubles non résidentiels

La Ville a reçu le 29 janvier 2024 une demande en nullité et en répétition de l'indu relativement au règlement imposant une taxe sur les surfaces minéralisées de certains immeubles non résidentiels. Le dossier est en cours et aucun impact comptable ni fiscal n'est enregistré au 31 décembre 2025.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

s/o

24. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

26. Instruments financiers

GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Ville, est exposé (e) à divers types de risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2025.

Risque de crédit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier fasse défaut à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiel pour la Ville sont liés à ses débiteurs excluant les taxes à la consommation. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde de ses débiteurs et une provision pour mauvaises créances ou pour demande de révision est constituée, lorsque nécessaire, en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements. La valeur comptable des principaux actifs de la Ville représente l'exposition maximale de la Ville au risque de crédit.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre 2025.

	2025	2024
Débiteurs		
Débiteurs non en souffrance	41 381 441	42 680 971
Débiteurs en souffrance		
Moins de 3 mois suivant la date de facturation	472 770	580 978
3 mois à moins de 6 mois suivant la date de facturation	445 061	770 081
6 mois à moins de 9 mois jours suivant la date de facturation	613 828	87 973
9 mois à moins de 12 mois suivant la date de facturation	454 434	985 550
1 an et plus suivant la date de facturation	1 119 533	1 313 033
Sous-total	3 105 626	3 737 615
Moins la provision pour créances douteuses	(531 952)	(523 541)
Total des débiteurs déduction faite de la provision pour créances douteuses	43 955 115	45 895 045

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville de Boucherville éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La Ville de Boucherville est exposée à ce risque principalement en regard à ses emprunts temporaires, ses créanciers et frais courus à payer à l'exception des déductions à la source, certains postes composant la provision pour avantages sociaux (les vacances et les autres congés sociaux) et ses dettes à long terme. Afin de gérer son risque de liquidité, la Ville de Boucherville effectue une analyse quotidienne de ses liquidités et emprunte les sommes nécessaires selon les besoins quotidiens en fonction d'un montant maximal autorisé par le MAMH au niveau de ses règlements d'emprunt pour ses projets d'investissement capitalisables. De plus, afin de prévenir toute forme de découvert bancaire, la Ville dispose d'une marge de crédit auprès de son institution financière. Cette forme de crédit peut être utilisée à titre de financement temporaire pour ses activités de fonctionnement ou d'investissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créiteurs incluant les taxes à la consommation au 31 décembre 2025.

	Emprunts temporaires	Créditeurs et charges à payer	Dettes à long terme	Autres passifs	Total
2025					
Moins d'un an	25 000 000\$	16 720 588\$	22 369 000\$		64 089 588\$
De 1 à 3 ans		6 969 017\$	38 103 000\$		45 072 017\$
De 4 à 5 ans			32 017 000\$		32 017 000\$
Plus de 5 ans			50 807 000\$	901 668\$	51 708 668\$
2024					
Moins d'un an	20 000 000\$	21 989 280\$	27 483 000\$		69 472 280\$
De 1 à 3 ans		3 744 796\$	51 029 000\$		54 773 796\$
De 4 à 5 ans			14 290 000\$		14 290 000\$
Plus de 5 ans			34 659 000\$	944 100\$	35 603 100\$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un actif et passif financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Considérant la nature de ses activités, la Ville est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. Les instruments financiers à taux fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variables sont les emprunts temporaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	122 664 000	122 853 933		122 853 933	117 917 957
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 748 900	1 666 796		1 666 796	1 766 816
Quotes-parts	3					
Transferts	4	5 633 852	6 183 235		6 183 235	4 185 901
Services rendus	5	5 319 578	5 149 040		5 149 040	5 073 096
Imposition de droits	6	9 929 360	11 740 211		11 740 211	13 896 286
Amendes et pénalités	7	1 075 250	837 452		837 452	865 857
Revenus de placements de portefeuille	8	406 000	383 630		383 630	190 554
Autres revenus d'intérêts	9	120 000	90 558		90 558	325 799
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10		1 177 415		1 177 415	1 210 338
Autres	11	170 000	915 625		915 625	6 974 517
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	147 066 940	150 997 895		150 997 895	152 407 121
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16		10 869 749		10 869 749	9 391 930
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18		160 538		160 538	74 485
Autres	19					1 949 430
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22		11 030 287		11 030 287	11 415 845
	23	147 066 940	162 028 182		162 028 182	163 822 966

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus	24	147 066 940	162 028 182		162 028 182	163 822 966
Charges						
Administration générale	25	16 816 227	15 993 624	428 865	16 422 489	21 809 356
Sécurité publique	26	27 087 500	27 045 602		27 045 602	23 313 196
Transport	27	26 699 593	26 529 318	12 082 818	38 612 136	35 859 287
Hygiène du milieu	28	20 087 326	19 163 715	5 713 427	24 877 142	22 513 863
Santé et bien-être	29	549 478	529 559		529 559	543 608
Aménagement, urbanisme et développement	30	4 425 095	5 032 430	43 288	5 075 718	7 078 858
Loisirs et culture	31	32 214 885	30 329 816	5 127 337	35 457 153	35 362 247
Réseau d'électricité	32					
Frais de financement	33	11 136 345	10 800 207		10 800 207	5 334 724
Effet net des opérations de restructuration	34					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	23 000 000	23 395 735 (	23 395 735)		
	36	162 016 449	158 820 006		158 820 006	151 815 139
Excédent (déficit) lié aux activités	37	(14 949 509)	3 208 176		3 208 176	12 007 827

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(14 949 509)	3 208 176	12 007 827
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(11 030 287)	(11 415 845)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(14 949 509)	(7 822 111)	591 982
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	23 000 000	23 395 735	22 507 595
Produit de cession	5	20 000	184 996	5 856 392
(Gain) perte sur cession	6	30 000	(127 004)	(5 808 654)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	23 050 000	23 453 727	22 555 333
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	40 000	49 505	102 032
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	40 000	67 506	49 494
	15	80 000	117 011	151 526
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	7 351 710)	(7 239 733)	(6 489 389)
	18	(7 351 710)	(7 239 733)	(6 489 389)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	2 075 000)	(2 228 207)	(2 622 394)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 014 000	1 014 000	2 350 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	148 000	463 018	450 354
Réserves financières et fonds réservés	22	55 103	197 230	(893 232)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	29 116		(40 694)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(828 781)	(553 959)	(755 966)
	26	14 949 509	15 777 046	15 461 504
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		7 954 935	16 053 486

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	11 030 287	11 415 845
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	177 282)(	125 598)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	14 048 709)(	13 894 278)
Hygiène du milieu	5 (	5 976 105)(	9 418 533)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 228 883)(	6 375 381)
Loisirs et culture	8 (	24 526 804)(	12 321 011)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	45 957 783)(	42 134 801)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)	150 087)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	24 349 889	27 200 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	2 228 207	2 622 394
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		1 565 495
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	136 379	1 576 000
	19	2 364 586	5 763 889
	20	(19 243 308)	(9 320 999)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(8 213 021)	2 094 846

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	28 731 330	28 323 147	27 423 256
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	6 964 980	6 642 509	6 742 243
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	32 371 125	23 188 803	28 430 269
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	5 180 315	5 054 039	4 675 697
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	575 405	5 746 168	659 027
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	64 191 560	64 316 636	59 150 931
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	723 557	1 121 165	827 255
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	23 000 000	23 395 735	22 507 595
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Subventions aux particuliers	21.1	208 177	955 888	1 364 832
▪ Mauvaises Créances recouvrées	21.2	30 000	8 410	(15 460)
▪ Variation Fonds UMQ	21.3	40 000	67 506	49 494
	22	162 016 449	158 820 006	151 815 139

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	22 380 175	18 241 628
Excédent de fonctionnement affecté	2	9 457 808	6 252 715
Réserves financières et fonds réservés	3	1 035 401	1 036 196
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	(592 665))	(584 870))
Financement des investissements en cours	5	(60 671 174)	(51 259 048)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	348 468 199	343 198 537
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	321 263 074	318 054 898
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	22 380 175	18 241 628
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	22 380 175	18 241 628
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Stabilisation de la dette	12.1		148 891
▪ Projets Structurants	12.2	83 646	83 646
▪ Fonds Vert	12.3	8 254 917	4 797 477
▪ Aménagement des berges	12.4	100 000	100 000
▪ Contestations-Éventualités	12.5	813 055	813 055
▪ Patrimoine	12.6	206 190	309 646
	13	9 457 808	6 252 715
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	9 457 808	6 252 715

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪	18.1	
	19	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	991 404
Organismes contrôlés et partenariats	24	62 363
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	12 701
Organismes contrôlés et partenariats	26	43 576
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	309 414
Autres		
▪ Fonds réservés-Assurances	32.1	31 296
	33	1 035 401
	34	1 036 196
	34	1 035 401
	34	1 036 196

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 (	)( 40 000)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	401 675)(438 586)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪ Entente Relais Agglomération	45.1 (	(994 340))(1 063 456))
	46 (	(592 665))(584 870))
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ()(
Autres	53 ()(
▪	54.1 ()(
	55 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	56	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	57	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	58	
Autres	59	
▪	60.1	
	61	
	62 (	(592 665))(584 870))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 2 715 533	4 725 969
Investissements à financer	64 (63 386 707)(	55 985 017)
	65 (60 671 174)	(51 259 048)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 474 201 822	451 704 992
Propriétés destinées à la revente	67	
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 245 813	362 824
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 474 447 635	452 067 816
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 474 447 635	452 067 816
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (141 603 579)(	125 991 883)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (1 692 421)(	1 469 117)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 17 312 213	18 587 369
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 4 351	4 352
	79 (125 979 436)(	108 869 279)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (125 979 436)(	108 869 279)
	82 348 468 199	343 198 537

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Boucherville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble de ses salariés cadres, cols bleus et employés de piscine est contributif.

La dernière évaluation actuarielle effectuée est en date du 31 décembre 2024.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 614 700)	(1 911 300)
Charge de l'exercice	4 (1 124 700)(	1 156 200)
Cotisations versées par l'employeur	5 778 700	1 452 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 960 700)	(1 614 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 60 673 000	55 518 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (59 788 900)(	55 699 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 884 100	(181 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (2 844 800)	(1 433 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 960 700)	(1 614 700)
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 960 700)	(1 614 700)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 60 673 000	55 518 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (59 788 900)(	55 699 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ((884 100))(	181 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 494 400	2 410 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 494 400	2 410 600
Cotisations salariales des employés	21 (1 482 900)(	1 433 600)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 1 011 500	977 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 (126 100)	(31 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 885 400	946 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 3 548 000	3 322 000
Rendement espéré des actifs	32 (3 308 700)(	3 111 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 239 300	210 200
Charge de l'exercice	34 1 124 700	1 156 200
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 5 799 000	3 444 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (3 308 700)(	3 111 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 2 490 300	332 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (953 100)	(605 900)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 2 905 700	2 744 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 62 640 800	58 208 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42 173 000	181 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 5 107 400	6 794 000
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 16	17
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 11	12
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47 26	27
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,25 %	6,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,40 %	6,40 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance-vie, de l'assurance de soins santé et de l'assurance soins dentaires.

La répartition des prestations se fait au prorata des années de service avant 50 ans soit, la première date à laquelle le participant peut prendre sa retraite et devenir admissible à l'assurance durant la retraite. Pour les cadres, il s'agit de l'âge de la retraite sans réduction, soit 60 ans ou lorsque l'âge et les années de service atteignent 90 points selon le premier des deux événements.

De plus, pour les employés de la direction de la Ville de Boucherville, un régime d'appoint est offert. Ce régime couvre la rente découlant de la différence entre la rente qui serait pourvue par le régime de base sans l'application des limites fiscales et de la rente effectivement payable par ce régime.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (6 505 100)	(6 285 400)
Charge de l'exercice	56 (420 800)	(309 100)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 100 000	89 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (6 825 900)	(6 505 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (4 358 200)	(5 014 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (4 358 200)	(5 014 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (2 467 700)	(1 490 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (6 825 900)	(6 505 100)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (6 825 900)	(6 505 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (4 358 200)	(5 014 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (4 358 200)	(5 014 400)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 288 800	227 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 288 800	227 800
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 288 800	227 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (93 900)	(134 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 194 900	93 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 225 900	215 900
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 225 900	215 900
Charge de l'exercice	86 420 800	309 100
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 1 070 900	(692 200)
Prestations versées au cours de l'exercice	91 100 000	89 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 16	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 4,50 %	4,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,30 %	5,30 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,05 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville participe à un régime interemployeurs administré par la Ville de Longueuil relativement à ses employés cols blancs, soit le Régime de retraite des cols blancs salariés de la Ville de Longueuil. Ce régime est comptabilisé comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue au titre des avantages de retraite des employés concernés correspond aux seules cotisations devant être versées par la Ville de Boucherville à ce régime.

La Ville participe au Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers de municipalités (RPSMCM). Ce dernier est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distinct pour chaque employeur. Un tel régime constitue un régime interemployeurs. Par conséquent, il est considéré comme un régime à cotisations déterminées et la charge encourue correspond aux contributions payables durant l'exercice.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	7 793	8 485
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	898 909	870 032
	110	906 702	878 517

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Il s'agit de contributions employeur versées à un REER individuel.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	8 643	10 828
Autres régimes	115		
	116	8 643	10 828

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	9	9

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'il étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telle qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	19 672	18 435
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	66 294	62 127
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	17 591	17 658
	121	83 885	79 785

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	102 414 000	102 766 701	98 231 076
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	102 414 000	102 766 701	98 231 076
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 018 000	5 910 414	5 827 068
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	5 320 000	5 304 546	5 181 325
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18			
Service de la dette	19	2 430 000	2 422 514	2 652 843
Pouvoir général de taxation	20	6 407 000	6 382 973	5 958 024
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	20 175 000	20 020 447	19 619 260
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25	75 000	66 785	67 621
	26	75 000	66 785	67 621
	27	20 250 000	20 087 232	19 686 881
	28	122 664 000	122 853 933	117 917 957

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	245 000	267 808	246 400
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31	29 500	25 271	29 447
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	102 000	105 312	102 380
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	475 000	488 350	474 754
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	851 500	886 741	852 981
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	896 300	778 782	912 651
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	1 100	1 273	1 184
Taxes d'affaires	39			
	40	897 400	780 055	913 835
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	1 748 900	1 666 796	1 766 816

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53		96 727	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	16 500	13 037	27 936
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	388 252	357 735	374 843
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67	15 460	16 358	16 358
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	275 000	295 123	329 912
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74		90 480	
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	76		
Autres	77		
Sécurité du revenu			
Autres	79		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	81		
Promotion et développement économique			
Autres	83	471 190	675 531
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Autres	84	140 031	261 523
Activités culturelles			
Bibliothèques	85	248 479	245 313
Autres	86	282 500	111 271
Réseau d'électricité			
Autres	87		
	88	1 366 222	1 958 757
		1 958 757	2 003 809

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	89	75 000	
Sécurité publique			
Police	90		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	91		
Autres	92		
Sécurité civile	93		
Autres	94		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	95	4 177 600	3 950 212
Enlèvement de la neige	96		
Autres	97		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	98		
Transport adapté	99		
Transport scolaire	100		
Autres	101		
Transport aérien	102		
Transport par eau	103		
Autres	104		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		
Réseau de distribution de l'eau potable	106	1 735 780	997 326
Traitement des eaux usées	107		
Réseaux d'égout	108	2 745 386	2 321 317
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	109		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	110		
Tri et conditionnement	111		
Autres	112		
Autres	113		
Cours d'eau	114		
Protection de l'environnement	115		
Autres	116		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	117		
Autres	118		
Sécurité du revenu			
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121	1 332	2 075 075
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		48 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	2 134 651	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	10 869 749	9 391 930

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	1 305 000	1 223 534	
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	2 962 630	3 000 944	2 182 092
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	4 267 630	4 224 478	2 182 092
TOTAL DES TRANSFERTS	141	5 633 852	17 052 984	13 577 831

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150	30 000	32 435	32 233
	151	30 000	32 435	32 233
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	171		
Autres	172		
Autres	173		
	174		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	175		
Rénovation urbaine	176		
Promotion et développement économique	177		
Autres	178		
	179		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	180		
Activités culturelles			
Bibliothèques	181		
Autres	182		
	183		
Réseau d'électricité	184		
	185	30 000	32 435
			32 233

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	644 472	663 677	669 537
	189	644 472	663 677	669 537
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile				
Autres	194			
	195			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	15 000	50 851	17 238
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203	3 000	2 940	737
	204	18 000	53 791	17 975
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208	235 000	109 023	404 035
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	1 100	1 148	1 070
Matières recyclables	210		(40 341)	28 207
Autres	211	18 000	27 211	40 341
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	213	3 500	3 177	
Autres	214	2 500	4 256	3 089
	215	260 100	104 474	476 742

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	3 397 344	3 457 126	3 604 591
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	36 050	23 996	14 673
Autres	228	933 612	813 541	257 345
	229	4 367 006	4 294 663	3 876 609
Réseau d'électricité				
	230			
	231	5 289 578	5 116 605	5 040 863
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	5 319 578	5 149 040	5 073 096

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	429 360	503 252	467 611
Droits de mutation immobilière	234	9 500 000	11 236 959	13 428 675
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	9 929 360	11 740 211	13 896 286
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	1 075 250	837 452	865 857
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	406 000	383 630	190 554
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	120 000	90 558	325 799
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	30 000	127 004	5 808 654
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		160 538	74 485
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		1 177 415	1 210 338
Autres	249			2 006 182
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	140 000	788 621	1 109 111
	252	170 000	2 253 578	10 208 770
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 294 884	1 276 583		1 276 583	1 330 016
Greffes et application de la loi	2	2 797 859	2 150 034		2 150 034	2 133 543
Gestion financière et administrative	3	6 481 359	6 380 182	428 865	6 809 047	6 273 097
Évaluation	4	1 137 783	1 137 783		1 137 783	963 845
Gestion du personnel	5	1 507 780	1 462 052		1 462 052	1 467 032
Autres						
▪ Frais divers Agglomération	6.1	3 596 562	3 586 990		3 586 990	9 641 823
	7	16 816 227	15 993 624	428 865	16 422 489	21 809 356
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	18 986 263	18 986 263		18 986 263	15 810 123
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9	7 025 694	7 025 694		7 025 694	6 499 152
Autres	10					
Sécurité civile	11	40 113	25 541		25 541	16 749
Autres	12	1 035 430	1 008 104		1 008 104	987 172
	13	27 087 500	27 045 602		27 045 602	23 313 196
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 297 729	2 708 586	11 373 024	14 081 610	13 936 875
Enlèvement de la neige	15	5 372 579	6 398 169	27 292	6 425 461	5 093 767
Éclairage des rues	16	824 934	1 074 609	484 989	1 559 598	1 306 085
Circulation et stationnement	17	1 058 662	1 111 249	191 160	1 302 409	1 143 353
Transport collectif						
Transport en commun	18	15 145 689	15 236 705	6 353	15 243 058	14 379 207
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	26 699 593	26 529 318	12 082 818	38 612 136	35 859 287

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 279 329	3 356 922		3 356 922	2 939 130
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 269 837	2 123 459	1 641 844	3 765 303	3 564 675
Traitement des eaux usées	25	3 464 828	3 464 828	310 175	3 775 003	3 652 847
Réseaux d'égout	26	1 488 631	1 225 606	3 410 316	4 635 922	4 787 659
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 467 268	1 064 266	9 719	1 073 985	1 090 625
Élimination	28	1 328 277	1 326 571	16 041	1 342 612	1 353 398
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 325 536	1 200 658	72 909	1 273 567	1 325 604
Tri et conditionnement	30					8 946
Matières organiques						
Collecte et transport	31	656 388	601 270		601 270	664 157
Traitement	32	1 297 368	1 297 368		1 297 368	1 170 921
Matériaux secs	33	829 543	829 543		829 543	789 834
Autres	34					
Plan de gestion	35	1 011 907	1 012 268		1 012 268	985 246
Autres	36					
Cours d'eau	37	22 000	21 121	17 347	38 468	17 347
Protection de l'environnement	38	1 646 414	1 639 835	235 076	1 874 911	163 474
Autres	39					
	40	20 087 326	19 163 715	5 713 427	24 877 142	22 513 863
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	549 478	529 559		529 559	543 608
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	549 478	529 559		529 559	543 608

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	3 934 814	3 760 039	43 288	3 803 327	6 604 816
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47		785 317		785 317	39 569
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	384 095	383 414		383 414	332 487
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52	106 186	103 660		103 660	101 986
	53	4 425 095	5 032 430	43 288	5 075 718	7 078 858
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54			214 203	214 203	281 865
Patinoires intérieures et extérieures	55	4 135 464	3 902 040	739 119	4 641 159	5 116 673
Piscines, plages et ports de plaisance	56	6 348 906	6 157 949	968 876	7 126 825	6 626 652
Parcs et terrains de jeux	57	11 928 166	10 898 567	2 412 888	13 311 455	14 189 759
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	1 433 204	1 470 094		1 470 094	
Autres	60	1 409 774	1 333 070		1 333 070	195 286
	61	25 255 514	23 761 720	4 335 086	28 096 806	26 410 235
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	3 993 363	3 649 236	523 460	4 172 696	5 807 928
Bibliothèques	63	2 930 521	2 885 755	200 180	3 085 935	3 061 309
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	35 487	33 105	60 806	93 911	76 811
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66			7 805	7 805	5 964
	67	6 959 371	6 568 096	792 251	7 360 347	8 952 012
	68	32 214 885	30 329 816	5 127 337	35 457 153	35 362 247

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Budget 2025		Réalizations 2025		Total	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ		69					
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
	Intérêts	70	4 872 973	4 754 062		4 754 062	4 405 291
	Autres frais	71	307 342	299 977		299 977	270 406
Autres frais de financement							
	Avantages sociaux futurs	72	450 300	465 200		465 200	426 100
	Autres	73	5 505 730	5 280 968		5 280 968	232 927
		74	11 136 345	10 800 207		10 800 207	5 334 724
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION		75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS		76	23 000 000	23 395 735 (	23 395 735)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus ¹	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	2 639 018	2 438 109
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	5 070 229	4 316 565
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	9 834 189	12 374 437
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	476 125	1 593 742
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	5 377 774	2 049 591
Autres infrastructures	11	1 611 759	3 077 452
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	1 460 243	364 112
Édifices communautaires et récréatifs	14	17 587 923	8 098 585
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 424 337	919 454
Ameublement et équipement de bureau	18	125 243	80 065
Machinerie, outillage et équipement divers	19	156 169	301 695
Terrains	20	194 774	6 520 994
Autres	21		
	22	45 957 783	42 134 801

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	2 639 018	2 438 109
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	5 070 229	4 316 565
Autres infrastructures	5	17 299 847	19 095 222
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	20 948 689	16 284 905
	12	45 957 783	42 134 801

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)



Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	148 892			148 892
Réserves financières et fonds réservés	3	43 576		43 576	
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	16 695 272	2 885 279	1 869 945	17 710 606
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	91 985 891	39 739 034	23 600 636	108 124 289
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	108 873 631	42 624 313	25 514 157	125 983 787
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	18 587 369	693 687	1 968 843	17 312 213
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	18 587 369	693 687	1 968 843	17 312 213
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	18 587 369	693 687	1 968 843	17 312 213
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	18 587 369	693 687	1 968 843	17 312 213
	19	127 461 000	43 318 000	27 483 000	143 296 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	127 461 000	43 318 000	27 483 000	143 296 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	143 296 000	127 461 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	63 386 707	55 985 017
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	148 892	192 468
Débiteurs	8	17 312 213	18 587 369
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	189 221 602	164 666 180
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	189 221 602	164 666 180
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16	1 599 403	1 170 204
Autres organismes	17	10 628 000	9 900 000
Endettement total net à long terme	18	201 449 005	175 736 384
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	54 253 226	47 182 197
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	994 340	1 063 456
	21	53 258 886	46 118 741
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	254 707 891	221 855 125
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	833 194	833 194	765 464
Évaluation	2	1 137 783	1 137 783	963 845
Autres	3	8 968 340	8 958 768	9 324 248
Sécurité publique				
Police	4	18 986 263	18 986 263	15 810 123
Sécurité incendie	5	7 025 694	7 025 694	6 499 152
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	15 145 689	15 228 873	14 372 855
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	6 744 157	6 821 750	6 443 293
Matières résiduelles	12	3 453 482	3 453 482	3 307 058
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16	523 661	511 203	523 924
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	391 138	391 138	302 452
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	415 281	412 755	370 854
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	98 383	98 383	
Activités culturelles	23	468 495	457 350	467 663
Réseau d'électricité				
	24			
	25	64 191 560	64 316 636	59 150 931

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	45 957 783	42 134 801
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	45 957 783	42 134 801

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025**

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	47,44	35,00	88 190,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,00	0,00	0,00			
Cols blancs	3	175,83	33,75	317 293,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	115,60	40,00	226 560,00	*****	*****	*****
Policiers	5	0,00	0,00	0,00			
Pompiers	6	0,00	0,00	0,00			
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00	0,00	0,00			
	8	338,87		632 043,00	*****	*****	*****
Élus	9	9,00			712 509	176 053	888 562
	10	347,87			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	352 631	456 528	1 279 251	5 104	2 093 514
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		640 983	2 104 403	16 358	2 761 744
Autres	6	5 621 935	1 603 772	4 708 479	263 540	12 197 726
	7	5 974 566	2 701 283	8 092 133	285 002	17 052 984

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	6 204 580	1 080 916
	4	6 204 580	1 080 916
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	2 104 750	1 772 885
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15	247 850	276 981
	16	2 352 600	2 049 866
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	188	233
Réseau de distribution de l'eau potable	18	311 933	298 750
Traitement des eaux usées	19	17 283	15 303
Réseaux d'égout	20	482 781	483 702
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24	2 106	2 610
Protection de l'environnement	25	55 594	41 511
Autres	26		
	27	869 885	842 109
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	152 781	150 760
Rénovation urbaine	34	33 318	3 131
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	186 099	153 891
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 185 944	1 207 138
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	1 099	804
Autres	40		
	41	1 187 043	1 207 942
Réseau d'électricité			
	42		
	43	10 800 207	5 334 724

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux		
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	
Jean Martel	1.1	Maire	133 732	20 294	27 839	
Raouf Absi	1.2	Conseiller	44 897	20 294		
Anne Barabé	1.3	Conseiller	43 988	20 294	8 221	
Josée Bissonnette	1.4	Conseiller	48 085	20 294		
Isabelle Bleau	1.5	Conseiller	52 335	20 294		
Jacqueline Boubane	1.6	Conseiller	37 313	18 657	900	450
François Desmarais	1.7	Conseiller	47 288	20 294		
Isabelle Harvey	1.8	Conseiller	5 327	2 663		
Alexandre Ouellet	1.9	Conseiller	4 317	2 158		
Magalie Queval	1.10	Conseiller	31 272	15 636	1 800	900
Lise Roy	1.11	Conseiller	34 481	17 240	16 233	3 054
Andrée Savard	1.12	Conseiller	5 327	2 663		
	2		488 362	180 781	54 993	4 404

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> X
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 27 627 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 _____ 1 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 230918-49

b) Date d'adoption de la résolution

93 2023-09-18

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 2

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 7 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 3 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 4 598 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 2 419 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 7 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Roger Maisonneuve

Adresse courriel du directeur général

10 roger.maisonneuve@boucherville.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-03 16:24

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Fonctionnement	1	147 066 940	150 997 895	152 407 121
Investissement	2		11 030 287	11 415 845
	3	147 066 940	162 028 182	163 822 966
Charges				
	4	162 016 449	158 820 006	151 815 139
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(14 949 509)	3 208 176	12 007 827
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	11 030 287)(	11 415 845)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(14 949 509)	(7 822 111)	591 982
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	23 000 000	23 395 735	22 507 595
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	7 351 710)(	7 239 733)(	6 489 389)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	2 075 000)(	2 228 207)(	2 622 394)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 246 219	1 674 248	1 866 428
Autres éléments de conciliation	13	130 000	175 003	199 264
	14	14 949 509	15 777 046	15 461 504
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		7 954 935	16 053 486

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 723 648	983 923
Débiteurs	2	43 955 115	45 895 045
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	245 813	362 824
Autres	5		
	6	46 924 576	47 241 792
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8	25 000 000	20 000 000
Créditeurs et charges à payer	9	23 689 605	25 734 076
Revenus reportés	10	714 630	977 738
Dette à long terme	11	141 603 579	125 991 883
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	8 786 600	8 119 800
Autres	13	901 668	944 101
	14	200 696 082	181 767 598
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(153 771 506)	(134 525 806)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	474 201 822	451 704 992
Autres	17	832 758	875 712
	18	475 034 580	452 580 704
Excédent (déficit) accumulé	19	321 263 074	318 054 898

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	22 380 175	18 241 628
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Stabilisation de la dette	2.1		148 891
▪ Projets Structurants	2.2	83 646	83 646
▪ Fonds Vert	2.3	8 254 917	4 797 477
▪ Aménagement des berges	2.4	100 000	100 000
▪ Contestations-Éventualités	2.5	813 055	813 055
▪ Patrimoine	2.6	206 190	309 646
	3	9 457 808	6 252 715
Réserves financières			
Service de l'eau	4		
Autres			
▪	5.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	6	991 404	62 363
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	12 701	43 576
Fonds local d'investissement	8		
Fonds local de solidarité	9		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	10		309 414
Autres			
▪ Fonds réservés-Assurances	11.1	31 296	620 843
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	12	(592 665)	(584 870)
Financement des investissements en cours	13	(60 671 174)	(51 259 048)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14	348 468 199	343 198 537
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	15		
	16	321 263 074	318 054 898

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	189 221 602	164 666 180
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	254 707 891	221 855 125

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	148 892	192 468
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	108 124 289	91 985 891
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	17 710 606	16 695 272
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	17 312 213	18 587 369
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	143 296 000	127 461 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	122 664 000	122 853 933	117 917 957
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 748 900	1 666 796	1 766 816
Quotes-parts	14			
Transferts	15	5 633 852	6 183 235	4 185 901
Services rendus	16	5 319 578	5 149 040	5 073 096
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	11 410 610	12 961 293	14 952 697
Autres	18	290 000	2 183 598	8 510 654
	19	147 066 940	150 997 895	152 407 121
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		10 869 749	9 391 930
Autres	23		160 538	2 023 915
	24		11 030 287	11 415 845
	25	147 066 940	162 028 182	163 822 966

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget 2025		Réalizations 2025		Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	16 816 227	15 993 624	428 865	16 422 489	21 809 356
Sécurité publique						
Police	2	18 986 263	18 986 263		18 986 263	15 810 123
Sécurité incendie	3	7 025 694	7 025 694		7 025 694	6 499 152
Autres	4	1 075 543	1 033 645		1 033 645	1 003 921
Transport						
Réseau routier	5	11 553 904	11 292 613	12 076 465	23 369 078	21 480 080
Transport collectif	6	15 145 689	15 236 705	6 353	15 243 058	14 379 207
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	10 502 625	10 170 815	5 362 335	15 533 150	14 944 311
Matières résiduelles	9	7 916 287	7 331 944	98 669	7 430 613	7 388 731
Autres	10	1 668 414	1 660 956	252 423	1 913 379	180 821
Santé et bien-être	11	549 478	529 559		529 559	543 608
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	3 934 814	3 760 039	43 288	3 803 327	6 604 816
Promotion et développement économique	13	384 095	383 414		383 414	332 487
Autres	14	106 186	888 977		888 977	141 555
Loisirs et culture	15	32 214 885	30 329 816	5 127 337	35 457 153	35 362 247
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	11 136 345	10 800 207		10 800 207	5 334 724
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	139 016 449	135 424 271	23 395 735	158 820 006	151 815 139
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	23 000 000	23 395 735 (	23 395 735)		
	21	162 016 449	158 820 006		158 820 006	151 815 139

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	11 030 287	11 415 845
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	45 957 783)(	42 134 801)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	150 087)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	24 349 889	27 200 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	2 228 207	2 622 394
Excédent accumulé	6	136 379	3 141 495
	7	(19 243 308)	(9 320 999)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(8 213 021)	2 094 846

Extrait du rapport financier, page S14